

Audiovisuel : ce que veut faire Sarkozy

LE MONDE ECONOMIE | 09.06.2016 à 12h36 • Mis à jour le 09.06.2016 à 13h18 | Par Alexis Delcambre ([journaliste/alexis-delcambre/](#)) et Alexandre Piquard ([journaliste/alexandre-piquard/](#))



Nicolas Sarkozy, président des Républicains, dans les locaux d'Europe 1, jeudi 9 juin 2016. PHILIPPE LOPEZ/AFP

Nicolas Sarkozy veut créer une « *BBC à la française* ». Comme le géant de l'audiovisuel public britannique, « *cette holding pourrait permettre, par des synergies éditoriales et industrielles, une rationalisation du fonctionnement de Radio France, France Télévisions, l'Institut national de l'audiovisuel [INA] et France Médias Monde* », explique le document d'orientation produit pour la convention « culture et médias », organisée jeudi 9 juin par Les Républicains, et qui devait se conclure par un discours du président du parti.

L'ensemble du texte dessine des options qui veulent trancher avec le quinquennat de François Hollande.

■ Rapprocher France Télévisions et Radio France

En utilisant le mot « holding », Les Républicains suggèrent qu'il ne s'agit pas forcément de fusionner totalement les structures présidées par Delphine Ernotte (France Télévisions), Mathieu Gallet (Radio France), Laurent Vallet (INA) et Marie-Christine Saragosse (France Médias Monde). Mais la volonté de créer une superstructure unique, qui dirige et ordonne des rapprochements forts, est bien là.

« *Cette réforme ambitieuse pourrait permettre l'émergence d'une rédaction multiplateformes, restructurant l'audiovisuel français de telle sorte qu'il dispose des atouts pour faire face aux attentes des Français profondément transformés* », expose le document. Est aussi souhaitée la création d'une « *plateforme numérique commune* » rassemblant l'offre publique de contenus à la demande, vidéo et son.

L'idée d'une « *BBC à la française* » avait déjà été évoquée plusieurs fois, notamment dans [une tribune au Monde](#) signée d'Eric Woerth et Jean-Pierre Leleux, ([fidees/article/2016/04/26/repensons-le-secteur-de-l-audiovisuel_4908969_3232.html](#)) qui ont participé jeudi à la table-ronde « médias » de la convention, animée par David-Hervé Boutin, secrétaire national des Républicains pour la culture. Auparavant, elle figurait dans un rapport des sénateurs Jean-Pierre Leleux et André Gattolin (EELV) : la ministre de la culture Fleur Pellerin avait alors salué les volontés de rapprochement, *tout en mettant en garde contre la tentation, « coûteuse », de « recréer l'ORTF »*, (<http://www.ozap.com/actu/fleur-pellerin-ne-croit-pas-a-une-bbc-a-la-francaise/479191>) l'antique audiovisuel d'Etat.

■ Retirer au CSA la nomination des présidents d'audiovisuel public

M. Sarkozy propose une autre réforme importante : « *Nous ne voulons plus que ce soit le Conseil supérieur de l'audiovisuel [CSA] qui désigne les dirigeants de l'audiovisuel public, pour assurer une parfaite transparence* », lit-on dans les propositions.

En remplacement, « *il reviendrait aux commissions parlementaires de procéder à la nomination des dirigeants à la majorité qualifiée, aux trois cinquièmes des suffrages exprimés, de la même manière que sont aujourd'hui nommés les dirigeants des grandes entreprises publiques* », affirment Les Républicains.

■ **Réduire « progressivement » la publicité à Radio France et France Télévisions**

Pour l'audiovisuel public, le président des Républicains veut enfin « *afficher un objectif de réduction progressive de la place de la publicité* ». Le but déclaré est de « *différencier* » davantage les antennes de Radio France et France Télévisions de leurs homologues privées.

Derrière ces propositions apparaît une volonté de revenir sur des réformes décidées par François Hollande ou de reprendre le fil de choix faits sous la présidence de M. Sarkozy. Confier la désignation des patrons de l'audiovisuel public au CSA était un point central de la politique audiovisuelle du candidat socialiste, alors que M. Sarkozy s'était arrogé le droit de choisir les présidents en tant que chef de l'Etat.

En creux, vouloir retirer ce pouvoir au CSA est une façon de critiquer la « *transparence* » de la nomination de M^{me} Ernotte, au printemps 2015, et de faire écho aux critiques sur l'impartialité de son président, Olivier Schrameck. Issu des rangs socialistes, ce dernier a été pointé du doigt par la droite dès sa nomination par M. Hollande, bien qu'il ait toujours clamé agir en toute « *indépendance* ».

■ « **Réflexion pour privatiser une chaîne publique** »

Pour France Télévisions, Les Républicains esquissent des orientations pas totalement en phase avec les choix actuels de M^{me} Ernotte : « *Nous tirerons tous les enseignements utiles de la création d'une chaîne d'information publique, eu égard aux véritables attentes du public* » et « *nous engagerons également une réflexion pour privatiser une chaîne publique* », lit-on.

Pour le reste, certaines pistes rejoignent la philosophie du gouvernement : M. Sarkozy veut créer des champions de l'audiovisuel français, en permettant, par exemple, aux chaînes d'investir davantage dans les sociétés de production « *indépendante* » (jusqu'à 50 % du capital). De même, il est envisagé de « *faire contribuer les acteurs transnationaux de l'Internet au financement de la production des contenus culturels* ». Un objectif ambitieux mais consensuel en France.